

L'INVITÉ

# Un oui de gauche au maintien de l'OMC à Genève

**L**e projet de rénovation du Centre William-Rappard, bâtiment dans lequel se trouve actuellement l'Organisation mondiale du commerce (OMC), est contesté par l'extrême gauche et sera soumis au vote populaire le 27 septembre prochain.

Les propos tenus, notamment sur les blogs, par les opposants au projet montrent que leurs motivations ont en réalité des ressorts essentiellement idéologiques et politiques. La prétendue protection de l'environnement est un vernis argumentaire d'occasion - vernis au demeurant bien fragile, lorsque l'on sait que l'extension contestée du bâtiment se fait en lieu et place d'un parking privé en plein air, avec préservation de tous les arbres du parc Barton, élargissement de l'accès aux rives du Lac, etc.

Lorsque les référendaires nous disent que «le cancer capitaliste s'attaque à un poumon de Genève», on touche là le cœur de leur problème dans ce dossier: l'OMC comme symbole d'une mondialisation violente, anonyme et creusant partout les inégalités. Que le Bureau international du travail (BIT) ait été le précédent locataire du Centre William-Rappard, que l'Organisation mondiale de la santé (OMS) puisse être celui de demain, peu importe. Une campagne présentée comme étant contre l'OMC est toujours bonne à prendre...

Ainsi, s'engager pour gagner cette votation implique sans doute d'accepter cette facette du débat, en rappelant que le maintien de l'OMC à Genève est certes vital



GRÉGOIRE CARASSO

CONSEILLER MUNICIPAL VILLE DE GENÈVE, PRÉSIDENT DU PARTI SOCIALISTE GENEVOIS

pour la région, mais qu'il est surtout vital pour un développement durable.

Le bilan de la mondialisation de la fin du XXe siècle et du début du XXIe siècle ne vient pas de prime abord plaider en ce sens - augmentation sans précédent des écarts des richesses entre pays et entre individus, développement de l'extrême pauvreté, destruction de l'environnement, etc. - sauf peut-être à considérer l'hypothèse du même phénomène sans instances internationales

«Le maintien de l'OMC à Genève est certes vital pour la région, mais il est surtout vital pour un développement durable»

comme l'OMC. La loi du plus fort n'aurait certainement pas été plus douce.

Mais au moment même où la crise financière et économique semble avoir sonné la fin du règne de la dérégulation, on voudrait chasser l'OMC de Genève, ville démocratique au sein de laquelle les débats sur les politiques commerciales peuvent, comme nulle part ailleurs, être exposés à l'influence des enjeux sociaux et environnementaux - les grands absents, à ce jour, de la mondialisation des échanges.

Est-ce qu'une OMC à Singapour ou Doha permettra de manifester aux portes de l'institution? Est-ce que la ville de Bonn, contre laquelle Genève s'est battue en 1995 et qui est toujours sur les rangs pour accueillir l'OMC, offre dans ses murs un agenda international en matière de travail décent, de droits humains et de protection de l'environnement?

Le BIT, le Conseil des droits de l'homme et le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) - pour ne citer qu'eux - sont à Genève, pas ailleurs; et ils sont entourés de centaines de représentations d'Etats, d'associations et d'ONG. La richesse de la plus petite des grandes villes internationales est précisément cette concentration et ce foisonnement d'organisations, petites et grandes.

Saper un des piliers de la Genève internationale, c'est amorcer son déclin. Lutter pour le départ de l'OMC de Genève, c'est tuer dans l'œuf la perspective de voir intégrer au commerce international le coût social et environnemental de son développement.